



# La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 347

24 janvier 2012



## Les nouvelles courent

### La gratuité scolaire : un choix payant !

Déjà en 2008, le Collectif précisait sa position sur les services publics, notamment l'éducation. Une société visant l'égalité devait mettre cette dernière au coeur de son projet d'élimination de la pauvreté et la rendre complètement accessible. Par conséquent, il exigeait la gratuité de la formation scolaire, du primaire aux études supérieures.

Hier, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) dévoilait un rapport sur la hausse des droits de scolarité et ses impacts sur le coût de programme de l'Aide financière aux études (AFE). L'IREC y conclut que le gouvernement pourrait avoir une meilleure performance en ne demandant pas de droits universitaires. En tenant compte des économies en coût de programme réalisées, la gratuité scolaire coûterait 100 millions \$ de plus que le doublement des droits de scolarité que le gouvernement veut mettre de l'avant. Évidemment, c'est beaucoup d'argent. Cependant, même les recherches du ministère de l'Éducation prévoient une augmentation entre 7,8 % et 12,1 % des effectifs universitaires sous un régime de gratuité scolaire. Bref, le jeu en vaut amplement la chandelle. Le gouvernement répète sans cesse que l'éducation est LA priorité de la société québécoise et le meilleur moyen, avec l'emploi, pour combattre la pauvreté. S'il le croit vraiment, qu'il agisse en ce sens.

Le rapport de l'IREC est disponible à l'adresse suivante : [www.irec.net/](http://www.irec.net/).

## Campagne *Fixer des cibles de revenu pour le Québec*

# Le 1<sup>er</sup> février, on va au Parlement!

Mercredi prochain, le 1<sup>er</sup> février, un évènement important et attendu aura lieu. En effet, la Commission de l'économie et du travail (CÉT) entendra, à l'occasion d'une audition publique, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLPES) et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Par la suite, les membres de la CÉT participeront à une séance de travail à huis clos pour discuter des suites à donner à leur mandat.

### Une dernière occasion ?

Même si cinq des douze membres de la CÉT appuient la tenue d'une consultation générale, la CÉT, composée majoritairement de députés libéraux, pourrait tout simplement décider de mettre fin à toute forme de consultation. C'est sans doute la dernière occasion de forcer la CÉT à tenir un débat public large sur la pauvreté au Québec. Voilà pourquoi le Collectif invite ses membres et son réseau à assister à cette audition, tout particulièrement les personnes aux environs de Québec.

### Des raisons

La campagne *Fixer des cibles de revenu pour le Québec* vise à ce que le gouvernement adopte les cibles de revenu de la campagne MISSION COLLECTIVE et qu'il mette en place les moyens pour atteindre ces cibles, selon un échéancier déterminé. Pour ce faire, le Collectif et son réseau ont posé de nombreuses actions dans les derniers mois afin de favoriser un débat au sein de la société québécoise, dont la tenue d'une consultation générale par la CÉT. Malgré des dizaines de milliers de courriels envoyés, l'appui de quelque 300 organisations, des motions présentées à l'Assemblée nationale, des interventions de plusieurs parlementaires

ainsi que de nombreux communiqués et points de presse, le gouvernement continue de faire la sourde oreille. La CÉT aussi.

### Allez, au Parlement!

L'audition du CCLPES et du MESS est publique. Alors, venez voir la façon dont le gouvernement traite les enjeux entourant la pauvreté. Venez montrer aux membres de la CÉT que la pauvreté préoccupe de nombreuses personnes. Et, surtout, venez pour faire en sorte que la CÉT décide de poursuivre ses consultations! Intéressés? Le Collectif y sera et s'organise en vue de cette journée. Pour toute information, écrivez à [collectif@pauvrete.qc.ca](mailto:collectif@pauvrete.qc.ca) ou téléphonez au (418) 525-0040.

### Le 1<sup>er</sup> février, on va au Parlement!



